

---

# EN TEMPS RÉEL

---

*les cahiers*

**Pro-Europe, pro-réforme :**

Une vision progressiste pour l'Union Européenne

Peter Mandelson

Numéro 2 – Mars 2002

---

[www.entempsreel.org](http://www.entempsreel.org)

## ***Sur Policy Network***

**EN TEMPS REEL** publie Pro-Europe, pro-réforme, une vision progressiste pour l'Union Européenne en partenariat avec **Policy Network** qui a édité la version originale sous le titre Pro Europe, pro reform, a progressive vision for the EU.

*Peter Mandelson est Député anglais depuis 1992. Il fut Ministre pour l'Irlande du Nord et Ministre du Commerce et de l'Industrie au sein du Gouvernement de Tony Blair. Il a été Directeur de la Communication du Parti Travailliste. Il est l'auteur du livre « fondateur » du programme de Tony Blair : The Blair Revolution. Il est président du **Policy Network** depuis septembre 2001.*

***Policy Network** est un think-tank international fondé et dirigé par Frédéric Michel, qui fut lancé en décembre 2000 avec le soutien de Tony Blair, Gerhard Schröder, Giuliano Amato et Goran Persson, à la suite des sommets internationaux de New York, Florence et Berlin sur la Troisième Voie.*

*Son objectif est de faciliter l'échange des idées réformistes en Europe et dans le monde, à travers un réseau international unique d'organisations et d'experts. **Policy Network** relie et informe ceux qui sont intéressés par la modernisation et l'innovation des politiques publiques à travers son site internet [www.policy-network.net](http://www.policy-network.net) ses publications en plusieurs langues et ses rencontres internationales. Travaillant avec les gouvernements et décideurs dans plus de 25 pays, **Policy Network** crée des passerelles entre les débats nationaux et encourage les acteurs des agendas progressistes à échanger, débattre et produire de nouvelles idées sur les problèmes contemporains : la mondialisation, l'Europe, la modernisation des services publics, le Welfare State, le plein emploi, la réforme des retraites, les nouvelles relations industrielles, les relations US - Europe... **Policy Network** vient de publier le nouvel ouvrage de l'architecte de la Troisième Voie, Anthony Giddens, Where now for New Labour ? .*

***Policy Network** compte parmi ses auteurs et membres actifs :*

*Giuliano Amato, Tony Giddens, Jacques Delors, Dominique Strauss-Kahn, Jean Pisani-Ferry, Bill Clinton, Philip Gould, James Rubin, Ulrich Beck, Pascal Lamy, Ralf Dahrendorf.*

**EN TEMPS REEL** remercie **Policy Network** et Frédéric Michel pour ce partenariat.

Dans le présent article, j'exprime en tant que député pro-européen ma vision des prochaines étapes de l'intégration et de la coopération européennes et des principes sur lesquels doit se fonder la réforme des institutions de l'UE, dans la perspective des défis majeurs qui nous attendent.

Si l'UE n'existait pas, il faudrait la réinventer.

Pensons d'abord aux réalités économiques du monde actuel, marqué par la mondialisation. Nous vivons dans un monde de capitaux mobiles et de transferts technologiques rapides. La prospérité dépend de notre faculté à créer un environnement favorable aux entreprises et propice à l'investissement. Les gouvernements contribuent à la création de cet environnement en permettant aux entreprises d'accéder librement aux grands marchés, en leur donnant les moyens nécessaires pour maximiser les économies d'échelle, et en garantissant des conditions économiques stables, indispensables à l'investissement et à la croissance d'une grande zone économique.

La plus belle réussite de l'UE, à ce jour, reste la création d'un marché unique – aux dimensions impressionnantes – et le degré d'intégration économique qui caractérise ce marché. Les raisons qui ont motivé la création de ce dernier n'ont rien à voir avec la mondialisation. Dans les années 1940 et 1950, Monnet et ses alliés avaient en effet choisi l'intégration économique comme vecteur de l'unité européenne. Ils y voyaient un outil permettant de faire tomber les obstacles qui existaient entre des économies repliées sur elles-mêmes, évitant ainsi à l'Europe de nouvelles guerres.

Cet objectif ambitieux est aussi opportun aujourd'hui qu'il était visionnaire à l'époque. Heureusement pour nous, l'Europe s'est engagée précocement sur cette voie. Si tel n'avait pas été le cas, les forces de la mondialisation auraient entraîné l'Europe sur la même voie une génération plus tard.

L'Europe a pris son essor dans les années 1950, avec l'Union douanière, projet dont la vocation était de réduire puis de supprimer les droits de douane. Il aura toutefois fallu attendre les années 1980 pour que cet objectif soit atteint, avec le Marché unique. Celui-ci sonna le glas des innombrables réglementations nationales qui dictaient aux entreprises quels produits elles pouvaient vendre, comment elles pouvaient les fabriquer, les méthodes de marketing qu'elles pouvaient utiliser, ou encore comment les produits devaient être étiquetés et conditionnés.

Dans les années 1990, l'Europe paracheva ce Marché unique avec l'instauration de la monnaie unique. Celle-ci permit de supprimer du jour au lendemain les risques de change qu'impliquait tout investissement dans la zone euro. La monnaie unique est, en soi, un pas énorme vers la création d'un marché des capitaux européen unique. Grâce à la transparence

des prix, dont les effets vont devenir de plus en plus tangibles, elle devrait accélérer les grands changements économiques, pour le plus grand bien des consommateurs.

C'est pourquoi ce serait aller à l'opposé de l'intérêt national de la Grande-Bretagne que de refuser d'adhérer à la zone euro. Pour autant que les conditions économiques soient acceptables, cette adhésion sera en effet synonyme de baisse des prix pour les consommateurs, de meilleures conditions de financement pour les petites entreprises, d'échanges facilités, sans parler des investissements étrangers et de l'emploi, qui sortiront aussi gagnants de ce processus.

En tant que social-démocrate, je veux des emplois pour le peuple britannique et lui souhaite aussi prospérité et justice. Afin de maintenir et d'accroître notre prospérité dans le monde actuel, nous devons faire partie d'un ensemble économique plus important. Nous avons tout à gagner de l'accélération de l'intégration économique en Europe.

C'est pourquoi les sociaux-démocrates doivent adhérer sans réserve au programme de réforme économique de Lisbonne. Ce dernier, malheureusement, continue de se heurter à des obstacles majeurs. Pour aller de l'avant, l'Europe a besoin de marchés plus ouverts pour les produits, d'un marché des capitaux réellement intégré et d'un marché du travail plus souple. Nous devons encourager les entrepreneurs, assouplir les réglementations trop contraignantes, et trouver le moyen de transformer plus systématiquement nos succès scientifiques en innovations commerciales. Certains blocages ralentissent les processus de décision au sein de l'UE, dont les institutions – et leurs méthodes de travail – doivent être réformées.

Or, le contexte politique dans certains Etats membres, comme la France et l'Allemagne, rend les réformes difficiles. Les pays prospères qui bénéficient d'un niveau de vie élevé hésitent naturellement à reproduire chez eux le modèle américain dans des conditions qu'ils jugent moins attractives et moins favorables, ce malgré un taux de chômage relativement élevé.

Nous devons les convaincre que les objectifs des réformateurs de l'économie européenne ne sont ni néo-libéraux, ni anglo-saxons, et que la « troisième voie » prônée par Tony Blair n'est pas une politique hybride mâtinée de concepts thatchériens, mais bien un vrai projet de modernisation de la social-démocratie continentale, alliant dynamisme économique et intégration sociale.

Trop de socialistes européens ont une vision tronquée du *New Labour*, le Parti travailliste rénové. Nous devons faire prendre conscience à un public continental sceptique de l'ampleur des réformes sociales progressistes que nous avons commencé à introduire en Grande-Bretagne, dans le but notamment de hisser les services publics au niveau des critères continentaux, de réduire l'injustice et les inégalités sur le marché du travail, et d'adapter la fiscalité et les prestations sociales aux besoins de la population afin que chacun puisse accéder à un emploi rémunéré valorisant.

Si le social-démocrate que je suis soutient les réformes économiques, c'est parce que l'accélération de l'intégration au sein d'un grand marché stimule l'emploi et permet de réduire la terrible injustice que représente le chômage. Au sein de l'UE, 14 millions de personnes restent sans emploi, 1,7 million de jeunes sont au chômage depuis plus de six mois, 5 millions de personnes depuis plus d'un an. L'emploi pour ceux qui souhaitent travailler – y compris les jeunes, les parents seuls et les handicapés – reste le fondement de la justice sociale.

Dans le même temps, nous avons beaucoup à apprendre les uns des autres en ce qui concerne la modernisation de nos systèmes de protection sociale et l'amélioration de nos services publics. Si la Grande-Bretagne avait fait l'effort, au cours des dernières décennies, de hisser son service public à hauteur des normes européennes, le pays ne serait pas aujourd'hui au pied du mur.

Les sociaux-démocrates doivent donc adhérer sans réserve aux réformes économiques et à l'accélération de l'intégration des marchés. Pour autant, nous ne devons pas oublier, dans notre tâche, de conjuguer dynamisme et justice sociale et de nous assurer que des normes décentes sont observées à travers toute l'Europe, au niveau de la protection sociale, de l'environnement et de la consommation. Forts de ce projet, les sociaux-démocrates devraient parvenir à mettre à mal les arguments de l'extrême gauche, qui milite en faveur de nouvelles formes de protectionnisme social et environnemental devant la « menace » de la mondialisation et les inégalités économiques générées par le modèle social américain.

Les arguments présentés aujourd'hui à l'appui des réformes économiques sont trop restreints. Les partisans de ces dernières mettent en avant les vertus de l'ouverture des marchés, de la concurrence et de la libéralisation, dans l'esprit du consensus libéral classique établi en Europe dans les années 1990. Le principal attrait de cette vision libérale, pour les sociaux-démocrates, réside dans la promesse de création d'emplois. Mais ces emplois seront-ils empreints de justice ? Compte tenu de l'attitude actuelle de l'opinion publique, qui semble remettre en cause certains aspects de la mondialisation, cette question n'est pas prête de disparaître.

C'est pourquoi je pense que l'Europe doit avoir une dimension sociale. Le gouvernement britannique se montre réservé sur la question d'une « Europe sociale » : il applique une politique sociale progressiste et déterminée au niveau national, tout en émettant des réserves sur les mesures proposées à l'échelle européenne. Il est essentiel de clarifier cette démarche si la gauche européenne veut présenter un programme de libéralisation lors du sommet de Barcelone et des prochaines échéances.

Si l'Europe est plus qu'un marché, elle doit représenter des valeurs susceptibles d'être exprimées concrètement par la voie politique. Nous devons plaider en faveur de politiques sociales équilibrées et raisonnables et nous abstenir de rejeter systématiquement tout ce qui

risque de bouleverser nos propres arrangements nationaux. Nous ne devons pas avoir peur des législations visant à établir des conditions de travail minimums, tant que ces lois sont résolument en faveur de l'emploi, tant qu'elles répondent aux besoins du marché du travail moderne et tant que les entreprises ne sont pas étouffées par les réglementations. Nous devons respecter les principes directeurs qui régissent les politiques des Etats membres dans des domaines tels que la réforme des retraites et l'exclusion sociale. Le Royaume-Uni ayant fini par accepter une Directive sur l'Information et la Consultation largement remaniée, nous devrions relever nos manches et nous efforcer de définir un concept commun de partenariat social.

Dans le même temps, nous devons continuer de nous opposer aux propositions de réglementation lourde ou d'intervention excessive conçues pour retarder les changements industriels ou susceptibles d'occasionner des coûts prohibitifs pour les entreprises, surtout les plus petites d'entre elles. Les réformateurs économiques doivent veiller à donner à nos partenaires l'image non pas de dérégulateurs néo-libéraux, mais de modernisateurs déterminés du modèle social européen.

J'aimerais voir cette philosophie équilibrée de modernisation économique et sociale s'exprimer dans le cadre d'une nouvelle initiative européenne, afin d'éveiller l'intérêt du public. Cette initiative s'appuierait sur deux idées-force qui sont largement partagées par les sociaux-démocrates de l'Europe tout entière.

Premièrement, la croissance ne doit pas s'exprimer au détriment de l'environnement, et l'Europe, l'une des régions les plus riches du monde, doit montrer l'exemple.

Deuxièmement, étant donné que les compétences et les talents des peuples de la planète constituent la principale richesse du monde moderne, nous pouvons, en investissant dans ces compétences, réussir le mariage entre justice sociale et croissance économique. Après avoir été un marché unique des biens et des services, l'Europe devrait aspirer à devenir une économie unique axée sur le développement durable et le savoir.

Comment pourrions-nous exprimer cette idée dans les faits ? Il y a cinquante ans, le principal problème auquel étaient confrontées nos grandes villes, en matière d'environnement, était le « smog ». Nous avons résolu ce problème au niveau national en adoptant une loi sur l'air pur et en remplaçant le charbon par le gaz naturel. Aujourd'hui, la principale menace qui pèse sur l'environnement est le réchauffement de la planète. Si l'Europe n'avait pas été prête, collectivement, à convenir d'un objectif pour la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, l'accord de Kyoto n'aurait jamais pu voir le jour.

Il nous faut désormais tenir nos promesses en matière de développement durable. Cela passe par de nouvelles idées ambitieuses, comme par exemple l'abandon spectaculaire de la route au profit du rail pour les services de fret et le transport international de passagers, via l'intégration du réseau ferroviaire européen par-delà les frontières nationales. Cette idée

suppose un mélange savant de libéralisation transfrontalière et d'investissements publics/privés. Le développement durable passe aussi par des objectifs communautaires communs et contraignants dans le domaine de la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables.

L'instauration d'une taxe communautaire harmonisée sur l'énergie industrielle est également envisageable. Nombreux sont ceux qui, à juste titre, hésitent à passer à la vitesse supérieure dans l'harmonisation fiscale européenne. Il existe toutefois de solides arguments – d'ordre intellectuel ou liés à l'intérêt national - en faveur d'une harmonisation de la fiscalité sur l'environnement, compte tenu des problèmes de compétitivité que la taxe liée aux changements climatiques (*Climate Change Levy*) pose pour les entreprises britanniques. Ce serait là une bonne façon, pour l'Europe, de montrer qu'elle a la ferme intention de respecter les engagements qu'elle a pris à Kyoto.

Si elle était introduite, une taxe « verte » communautaire pourrait, à travers les recettes réalisées, servir à promouvoir l'économie du savoir, projet auquel nous pourrions également affecter les fruits des économies réalisées à l'occasion de la réforme de politiques communes européennes dépassées, comme la PAC.

Plusieurs fonds régionaux ou fonds de cohésion ont été créés en Europe par le passé. Aujourd'hui, il serait utile, à mes yeux, d'envisager, au niveau européen, les projets suivants :

- Etablissement d'un fonds européen pour l'alphabétisation des adultes ;
- Financement de communications électroniques entre écoles des différents pays afin de promouvoir l'apprentissage des langues ;
- Programmes de bourses destinés aux étudiants souhaitant passer un trimestre/semestre dans une université d'un autre pays européen ;
- Stages de formation à l'informatique pour les demandeurs d'emploi ;
- Fonds destinés à financer les programmes de recherche et les pôles d'excellence entre universités européennes.

Je suis profondément persuadé que dans ce monde « global », il est dans l'intérêt de l'Europe de s'affirmer comme une force d'ouverture privilégiant le libre-échange et résistant ainsi à la menace omniprésente d'un protectionnisme insidieux. Où en serions-nous si nous n'avions pas l'UE pour cimenter l'Europe et pour nous exprimer d'une même voix sur ces questions ? Nous nous retrouverions avec toute une série d'intérêts nationaux divergents et de pays luttant pour protéger leurs positions nationales. Aucun d'entre eux n'aurait l'envergure suffisante pour négocier avec le gouvernement des Etats-Unis et pour faire contrepoids aux lobbies protectionnistes du Congrès, ni d'ailleurs pour jouer un rôle clé dans l'admission de la Chine à l'OMC ou pour initier, en toute urgence, un nouveau cycle de négociations commerciales internationales.

Bien entendu, tous les pays européens ne sont pas des champions du libre-échange. Mais l'Union elle-même, à travers les négociations engagées par la Commission, s'est

montrée résolument acquise à cette cause, repoussant les nombreuses attaques venues de l'intérieur ou de l'extérieur.

Comparons ce succès relatif dans le domaine du commerce – où l'Europe agit d'une seule voix – avec les questions économiques internationales que nous continuons de traiter, pour l'essentiel, avec le regard d'Etats autonomes s'exprimant par l'intermédiaire du G8. Je pense à des questions clés comme la réforme des institutions financières internationales, destinée à permettre au monde de gérer plus efficacement les crises financières, ou à l'allègement de la dette des pays fortement endettés. Sur toutes ces questions, nous avons du mal à passer outre nos différences, ce qui nous rend moins efficaces sur la scène mondiale. Prenons aussi l'exemple du FMI et de la Banque Mondiale. Les politiques de ces deux institutions dépendent davantage de ce que pensent le Congrès et le gouvernement américains que des accords conclus entre l'Europe et les Etats-Unis. Sur toutes ces questions, l'Europe doit, pour relever les défis de la mondialisation, accentuer son intégration afin de pouvoir s'affirmer plus efficacement.

La même logique vaut pour la criminalité, domaine où les grands problèmes sont hors de portée des Etats membres. Il y a cinquante ans, la plus grande menace qui pesait sur l'ordre public était l'apparition de gangs fortement organisés dans nos villes. Aujourd'hui, le terrorisme et le trafic de drogue sont de loin la menace numéro un, prenant une ampleur internationale. Les pays européens, à condition d'agir ensemble et de coopérer avec les Etats-Unis, lorsque cela s'avère nécessaire, peuvent espérer obtenir des résultats. Si chaque nation agit seule dans son coin, les choses seront toujours beaucoup plus difficiles.

Notre réaction face aux terribles événements du 11 septembre montre que nous devons faire preuve de davantage de cohésion, au niveau européen, dans des domaines tels que les mouvements aux frontières, les mandats d'arrêt et l'extradition. Cela suppose un changement de mentalité chez nombre d'Européens qui, il y a quelques années encore, avaient des conceptions très différentes.

Mes convictions européennes vont en effet bien au-delà de l'économie : je suis fortement et passionnément attaché à l'internationalisme, qui a toujours été une constante de la social-démocratie dans ce qu'elle a de meilleur. L'année dernière, nous avons célébré, en Grande-Bretagne, le centenaire du Parti travailliste. Les pionniers du socialisme étaient tous, à de rares exceptions près, des internationalistes, parce qu'ils croyaient en la fraternité des hommes et parce que les socialistes démocrates qu'ils étaient avaient compris qu'une vraie justice sociale ne pourrait se construire que sur les fondements de la démocratie et du respect des droits de l'homme.

Pensons aux réussites de l'Union européenne : la France et l'Allemagne réconciliées, la perspective de nouvelles guerres entre les nations d'Europe occidentale effacée, une Europe libérée au lendemain de l'effondrement de l'Empire soviétique et enfin prête à ouvrir ses portes à 27 membres et peut-être même plus, à terme.

Les pays candidats à l'accession sont tous des démocraties. Tous sont attachés à la protection et à la défense des droits de l'homme, et tous sont déterminés à s'engager sur la voie de la liberté économique tout en œuvrant pour une forme ou une autre de justice sociale.

C'est l'engagement américain en Europe, et la victoire dans la guerre froide, qui a permis à ces pays de gagner leur indépendance. Mais soyons clairs : c'est leur aspiration à faire partie de l'UE qui a permis aux nations européennes de se maintenir sur le chemin de la démocratie et de la justice sociale.

L'Europe est toutefois bien plus qu'une garantie des valeurs que nous défendons. C'est une plateforme propice à l'action démocratique, dans un monde où les problèmes politiques ne s'arrêtent plus aux frontières nationales. Qu'il s'agisse du commerce, de l'aide aux pays défavorisés, du développement durable ou de l'Afrique, nos ambitions partagées pour un monde plus juste ne trouveraient pas le même écho sans l'influence de l'UE.

Cela ne veut pas dire que l'UE est telle que je voudrais qu'elle soit, globalement. Sa politique sur les produits agricoles en provenance des pays en voie de développement est trop protectionniste. L'Europe gère ses programmes d'aide d'une manière peu efficace, les débats sur la manière d'atteindre les objectifs de Kyoto promettent d'être houleux, et nous n'en sommes encore qu'aux prémices de la constitution d'une force militaire européenne opérationnelle susceptible d'intervenir en cas de crise.

Ces remarques sont autant de critiques de l'Europe, mais je ne vois pas de meilleur moyen pour faire progresser les idées internationalistes qui constituent le fondement de notre politique. Je ne vois pas comment chacun de nos pays pourrait œuvrer autrement pour le bien dans le monde moderne.

Imaginons les perspectives de démocratie, de paix et de sécurité en Europe si l'UE n'existait pas. A quoi ressemblerait l'Europe sans l'Union européenne, dans un monde marqué par la purification ethnique et le conflit des Balkans ?

Prenons l'exemple du conflit du Kosovo. Notre succès, dans cette région, doit tout à la puissance aérienne américaine, mais peut-on imaginer une seule seconde que les Etats-Unis auraient été prêts à dépenser des milliards de dollars pour une petite province inconnue des Balkans sans l'engagement collectif de ses alliés européens ? Et la détermination américaine aurait-elle perduré si l'unité européenne s'était écroulée ?

Nous devons plaider en faveur de l'Europe, dans chaque Etat membre, avec une clarté et une conviction sans faille. Même en Grande-Bretagne, où nous acceptons pourtant « plus d'Europe », nos arguments publics restent trop défensifs. Nous prétextons qu'il nous faudra sacrifier une partie de notre souveraineté nationale, au lieu de nous battre en faveur d'une souveraineté partagée permettant de résoudre des problèmes qui échappent à l'Etat-nation.

Nous avons toujours tendance, au sein de l'Europe, à protéger notre souveraineté nationale au détriment de notre intérêt national, à penser que la manière dont nous avons fait les choses en Grande-Bretagne reste la meilleure au monde, et à considérer l'action européenne commune comme une intrusion qui nous irrite. Cette attitude nous empêche de nous pencher sur des domaines où les besoins pratiques sont autant de vecteurs d'intégration susceptibles de faire progresser l'intérêt national et européen.

Il est par exemple évident, à mes yeux, au sein de la zone euro, qu'une banque centrale indépendante ne peut conduire une politique de taux d'intérêt judicieuse qu'à condition de comprendre la position des autorités budgétaires avec lesquelles elle travaille. Or, en l'absence de clarté en ce domaine, la BCE n'a d'autre choix que de faire preuve d'une prudence excessive. Pour que cette clarté se matérialise, il faut que les ministères des Finances se montrent moins réticents à partager leurs prévisions économiques et leurs projections avec leurs homologues. Il faut également qu'un organe indépendant – la Commission – examine les chiffres des déficits budgétaires des Etats membres pour vérifier qu'ils concordent et pour s'assurer que les règles du jeu sont respectées. Si ces conditions ne sont pas réunies dans la zone euro, le système fonctionnera moins bien et il faudra en payer le prix, sous la forme de taux d'intérêt plus élevés et d'une croissance moindre.

La nomination d'un représentant économique européen de haut niveau – l'alter ego économique du représentant chargé des affaires étrangères et de la sécurité – permettrait de renforcer le cadre politique nécessaire au succès de la monnaie unique. Cette nomination permettrait en outre de renforcer la présence et l'influence de l'Europe dans les décisions et les débats économiques internationaux.

Les incitations fiscales ont été synonymes d'avancées considérables ces dernières années, notamment pour les entreprises et l'emploi, qui ont bénéficié d'une vague de réformes fiscales dans l'ensemble des Etats membres. Mais du point de vue d'un social-démocrate, qui pense que les gouvernements doivent bien trouver l'argent nécessaire au financement des services publics quelque part, il faut logiquement fixer des limites à ces incitations, notamment celles portant sur les impôts indirects et l'impôt sur les sociétés.

En ce qui concerne l'achat des équipements de défense, les projets européens de collaboration, significatifs du point de vue industriel, n'apparaissent pas comme de grandes réussites sur le plan économique. Cela s'explique par le fait qu'ils font l'objet de négociations intenses entre des gouvernements souverains qui, malgré des priorités militaires différentes, cherchent à assurer une répartition équitable de la charge de travail. Le résultat de cette formule est loin d'être satisfaisant et le choix auquel nous sommes confrontés est simple : soit nous achetons davantage à l'Amérique – ce qui induit un coût élevé sur le plan industriel-, soit nous élaborons des programmes d'achat européens communs en gardant à l'esprit l'intérêt européen commun plutôt que les intérêts nationaux divergents. Oui, cela suppose un grand pas en avant dans la coopération européenne dans le plus sensible des domaines, mais si nous ne prenons pas cette décision, nous devons accepter des coûts excessifs et le succès

de l'Initiative sur la Défense Européenne sera compromis, compte tenu des contraintes que représentent les budgets de défense nationaux.

Quelle est l'implication de ces orientations politiques pour l'avenir des institutions européennes ?

Fondamentalement, je souhaite une Europe aux objectifs mieux ciblés mais néanmoins activiste, dans laquelle la qualité l'emporte sur la quantité. L'Europe, à l'évidence, doit aussi gagner en efficacité au-delà de ses frontières.

En réalité, la légitimité passe davantage par les succès remportés pour les citoyens européens et les résultats pratiques qui leur sont présentés que par le processus démocratique formel que constitue l'obligation de rendre des comptes.

En jargon communautaire, cela signifie que la réforme de la méthode communautaire fait partie du « pilier n°1 ». La question de savoir comment accroître l'efficacité de la politique étrangère et des politiques de sécurité et de défense est un problème distinct qui entre dans le cadre du « pilier n°2 », au niveau duquel l'intergouvernementalisme a un rôle majeur à jouer.

La Commission joue un rôle central dans l'obtention de résultats pratiques pour les citoyens européens, et doit continuer à le jouer. Cette position va à l'encontre de l'argument a priori séduisant mis en avant par certains hommes politiques français. A leurs yeux, une Commission forte était peut-être nécessaire dans les premières années de la Communauté, pour faire échec au sentiment de défiance né de la guerre, mais le besoin est moindre aujourd'hui dans la mesure où les Etats membres ont pris l'habitude de travailler ensemble. Je n'accepte pas cet argument : des habitudes ont peut-être été prises, mais les méthodes de travail sont loin d'être parfaites.

Dans la mesure où l'intégration s'est accentuée et où le monde est devenu plus complexe, il est peut-être devenu encore plus indispensable de disposer d'un organe impartial qui puisse définir un intérêt européen commun et faire des propositions fondées sur une compréhension commune des faits et des positions de chaque gouvernement national. Le rôle de régulateur et d'organe de référence joué par la Commission prend lui-même de plus en plus d'importance, plus qu'il ne diminue.

Ce besoin d'une source efficace d'autorité indépendante au sein de l'UE signifie que la réforme doit viser avant tout à rendre la Commission plus « européenne », plutôt que d'en faire une institution dont les Etats membres passeraient leur temps à jouer des coudes pour être les mieux placés, à échanger des passe-droits et à imposer leurs propres priorités nationales. A mes yeux, la Commission deviendra plus européenne une fois que les Etats membres n'auront plus chacun leur commissaire. Et quand cela se produira, nous devons insister fortement pour que la Commission soit encore réduite. Je ne vois pas la Commission

comme le futur « gouvernement » de l'Europe, mais comme un organe puissant et indépendant, représentant l'intérêt collectif européen et mettant un point d'honneur à œuvrer dans le strict respect des paramètres définis par les chefs de gouvernement élus de l'Union.

La plupart de nos partenaires estiment que l'élargissement doit s'accompagner d'une réforme et d'un renforcement plus ou moins importants de la « méthode communautaire ». Ils craignent de voir les institutions d'une UE forte de 27 membres paralysées par l'impossibilité de prendre des décisions efficaces au niveau intergouvernemental. A mon avis, cette évolution ne ferait qu'accentuer la division des pouvoirs dont pâtit déjà le système européen.

Pour la plupart des observateurs qui s'intéressent au fonctionnement des institutions de Bruxelles, ce n'est pas tant le manque de représentation des Etats membres qui est inquiétant : c'est l'implication excessive et partisane de chacun d'entre eux dans la mise en œuvre détaillée des politiques, domaine dont la responsabilité incombe au premier chef à la Commission. Ce manque de clarté entre les rôles du Conseil et de la Commission donne lieu à des querelles constantes, à l'issue desquelles la Commission est toujours tentée d'exploiter au maximum ses pouvoirs formels, même si elle sait pertinemment que ses actions ne sont pas toujours justifiées d'un point de vue rationnel.

Parallèlement à l'ingérence excessive des Etats membres dans des domaines qui sont normalement de la responsabilité de la Commission européenne, le Conseil, dans ses innombrables formations ministérielles, manque à l'obligation qui lui est faite de définir des stratégies claires dans le cadre desquelles la Commission peut travailler.

Le meilleur argument en faveur du renforcement du rôle du Conseil européen est que cela permettra de lever le manque de clarté actuel entre les positions des Etats membres et de la Commission. Je ne prétends pas, à l'appui de ma thèse, que cette évolution renforcerait l'inter-gouvernementalisme. J'aimerais simplement que le Conseil européen soit un organe plus stratégique qui définisse des priorités politiques claires, permettant ainsi à la Commission de travailler en vue d'objectifs précis, et qui donne une orientation politique claire, affranchie de la masse des intérêts bureaucratiques et politiques divergents qui constituent actuellement le « Conseil des Ministres ».

Comment, en pratique, renforcer le rôle du Conseil européen ? Je préconise la mise en place d'un Conseil des Députés de Coordination, qui représenterait le Conseil européen et serait placé sous son autorité. La taille de cet organe et les modalités pratiques de son fonctionnement sont matière à débat, mais je suis convaincu qu'un tel projet est nécessaire pour faire avancer, par exemple, le processus de Lisbonne : les dossiers détaillés sont trop complexes pour être suivis par le Conseil européen lui-même, mais dans le même temps, leur diffusion par la voie des nombreux sous-groupes ministériels du Conseil est un facteur de ralentissement et de perte d'orientation politique.

Je suis également en faveur d'une souplesse accrue qui permettrait au Conseil européen de décider collectivement d'accélérer son processus de décision sur une question particulière ou une série de questions, en passant du vote à l'unanimité au vote à la majorité qualifiée. Prenons quelques exemples tirés de l'actualité : la nécessité de prendre des mesures d'urgence pour harmoniser le droit d'asile européen ou pour mettre au point les détails de la réponse européenne au terrorisme au lendemain des attentats du 11 septembre. Sans le vote à la majorité qualifiée, des délais interminables pourraient s'écouler avant qu'une décision pratique répondant aux exigences de la majorité soit prise.

Nous avons également besoin de nouveaux mécanismes nous permettant de nous assurer que l'Europe se concentre sur ce qu'elle doit réellement faire correctement, plutôt que de légiférer sur des questions qu'il n'est pas nécessaire de trancher au niveau européen. A mes yeux, les plus à même de juger de la « subsidiarité » et de la « proportionnalité » ainsi que des domaines d'action prioritaires, au niveau européen, sont les parlementaires nationaux. Nous devons imaginer des moyens de renforcer leur rôle dans le système de Bruxelles : si cela ne passe pas par la création d'une seconde Chambre, nous devons concevoir un autre mécanisme donnant aux parlementaires nationaux le dernier mot sur la question de savoir si telle ou telle loi européenne doit seulement quitter les starting-blocks.

Le plus important, à mes yeux, est cependant de renforcer le rôle du Conseil européen, travaillant main dans la main avec une Commission performante, afin d'accroître l'efficacité de l'Europe dans les domaines sur lesquels les leaders européens démocratiquement élus ont choisi de concentrer leurs efforts. Dans mon modèle institutionnel, le Conseil jouit d'une légitimité démocratique, fondée sur les gouvernements élus des Etats membres, dont la Commission et le Parlement sont dénués. Nous ne résoudrons pas le problème du manque de légitimité du Parlement européen en le dotant sans arrêt de nouveaux pouvoirs. Nous avons essayé cette solution pour pallier le « déficit démocratique » au cours des deux dernières décennies, sans succès. Parallèlement à l'augmentation des pouvoirs du Parlement, le public a continué à se désintéresser et le taux de participation aux élections européennes a chuté, dans toute l'Union.

Je concède qu'il existe un problème majeur dans la relation entre la Commission et le Parlement, mais ce problème n'est pas celui auquel on pense. A mes yeux, la Commission est trop inféodée au Parlement, depuis la présidence de J. Santer. Pourtant, la plupart des pro-européens commettent, à mon avis, l'erreur de vouloir renforcer le pouvoir du Parlement au détriment de la Commission, en lui donnant le droit de choisir le Président de la Commission. Le clivage gauche/droite auquel cette nomination se résumerait aurait pour effet de désorienter les gouvernements d'Etats membres importants, qui ne se reconnaîtraient plus dans la couleur politique du candidat élu. Politiser la Commission de cette manière serait faire marche arrière, et je pense par conséquent qu'il est préférable de conserver le caractère non-partisan de cette institution.

Cela ne veut pas dire que la Commission doit cesser d'être politique au sens large du terme, bien au contraire : la Commission et son président doivent prendre davantage d'initiatives politiques au sein du vaisseau Europe. Que ce soit en définissant plus étroitement les objectifs du Conseil et en réalisant les travaux préliminaires lui permettant de prendre des décisions claires, ou en contribuant à établir le consensus nécessaire par l'intermédiaire de son réseau de contacts dans les gouvernements des Etats membres, la Commission doit imprimer un élan et une dynamique, comme elle l'a fait par le passé sous ses présidents les plus populaires.

La tâche du Conseil consiste à donner les orientations et les explications nécessaires pour que le public puisse adhérer aux actions menées en son nom et pour son compte. Malheureusement, ce mélange de passion et d'esprit pratique est trop souvent absent chez les leaders européens de la génération actuelle, défaut que ne partageaient pas leurs prédécesseurs.

A mon avis, ce n'est pas en créant de nouvelles structures fédérales que l'on prouvera que l'on est réellement pro-européen. C'est le succès avec lequel nous réaliserons l'intégration européenne, pour le bien de tous, qui permettra à la population de juger notre travail. La recette du succès réside donc dans la clarté et la cohérence des politiques et des réformes institutionnelles et - surtout - dans l'efficacité des méthodes de travail, qualités que doit sous-tendre une vision politique forte sans laquelle l'Europe ne retrouvera ni son ambition, ni son élan.